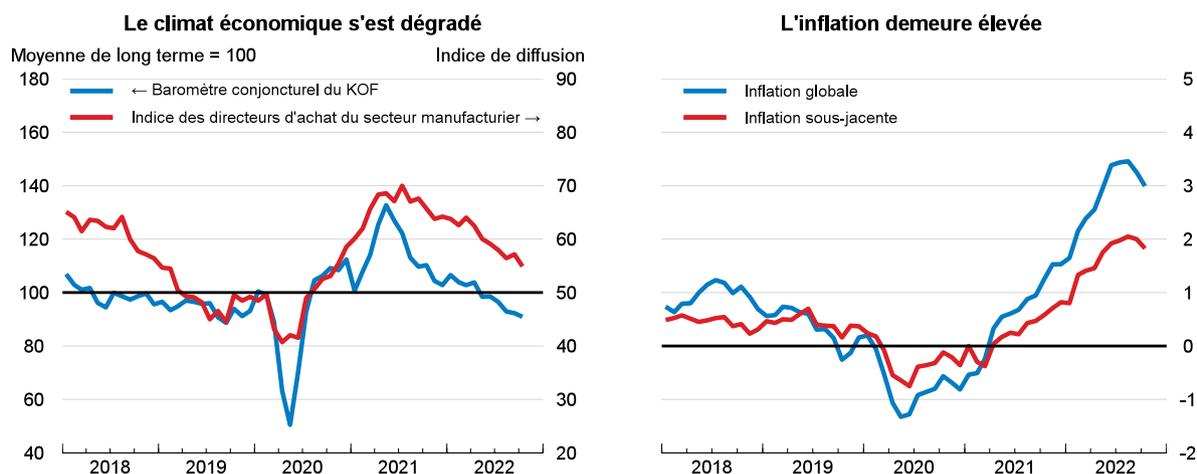


Suisse

La croissance du PIB devrait s'établir à 0.6 % en 2023, puis à 1.4 % en 2024. Les retombées de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine affaibliront davantage la demande extérieure, et ralentiront par conséquent les échanges commerciaux et l'investissement. Le faible niveau de confiance des ménages pèsera sur la consommation. L'inflation globale restera supérieure à la fourchette cible de la Banque nationale suisse en 2023 à cause de la hausse des prix de l'électricité et des salaires, puis se modérera en 2024. Des perturbations de la production industrielle liées aux pénuries de gaz naturel ou d'électricité, de même qu'une contraction plus prononcée de la demande mondiale, constituent des risques majeurs de révision à la baisse pour l'activité.

La politique monétaire devra être encore resserrée pour contenir l'inflation sous-jacente et maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation à long terme. L'assainissement budgétaire devrait être mené comme prévu, mais des mesures ciblées d'aide aux réfugiés vulnérables sont nécessaires. Des réformes structurelles sont indispensables pour stimuler l'intégration sur le marché du travail, lever les obstacles à la concurrence et accroître l'efficacité énergétique, de façon à garantir la sécurité énergétique et à améliorer la durabilité environnementale.

Suisse



Source : KOF (Centre suisse de recherches conjoncturelles) ; Association professionnelle pour les achats et le supply management ; et Office fédéral de la statistique.

StatLink  <https://stat.link/9c57yb>

Suisse : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Suisse						
PIB aux prix du marché	717.3	-2.5	4.2	2.1	0.6	1.4
Consommation privée	375.6	-4.2	1.7	3.7	0.7	0.8
Consommation publique	81.4	3.5	3.5	0.9	-0.2	0.8
Formation brute de capital fixe	190.8	-3.1	4.1	0.1	0.6	1.5
Demande intérieure finale	647.8	-2.9	2.7	2.3	0.5	1.0
Variation des stocks ¹	- 2.2	2.1	-3.2	1.0	0.9	0.0
Demande intérieure totale	645.6	-0.6	-0.8	3.4	1.5	1.0
Exportations de biens et services	481.0	-5.5	12.2	0.4	0.7	3.2
Importations de biens et services	409.3	-3.0	4.9	2.1	2.0	2.9
Exportations nettes ¹	71.7	-2.0	5.0	-0.9	-0.7	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.8	1.1	3.0	2.2	1.5
Indice des prix à la consommation	—	-0.7	0.6	2.9	2.5	1.5
IPC sous-jacent ²	—	-0.3	0.3	1.7	1.6	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.8	5.1	4.4	4.6	4.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	23.1	24.1	21.9	21.2	20.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.1	-0.5	-0.1	0.1	0.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	43.8	41.2	42.3	42.7	43.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	7.4	6.5	5.8	6.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/7k4iu3>

La dynamique de croissance a ralenti

La croissance économique a ralenti. Le PIB réel a augmenté de 0.3 % au deuxième trimestre de 2022 grâce, essentiellement, à la reprise dans les services suite à la levée des dernières restrictions liées au COVID-19. La confiance des consommateurs a atteint un niveau historiquement bas sur fond d'accroissement des incertitudes liées à la guerre, de hausse des prix de l'énergie et d'inflation élevée. Le baromètre conjoncturel du KOF reste faible et l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier a reculé. Le marché du travail demeure très tendu, avec un faible taux de chômage et un nombre élevé d'emplois vacants. L'inflation globale a atteint 3 % en octobre 2022, son niveau le plus haut depuis 2008, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des prix de l'énergie et des produits importés ; l'inflation sous-jacente, elle, s'est modérée pour s'établir à 1.8 %. Les anticipations d'inflation à moyen terme demeurent inférieures à 2 %, dans la fourchette retenue comme objectif par la Banque nationale suisse.

Le gaz naturel représente 15 % de la consommation d'énergie en Suisse, et la moitié environ était importée de Russie avant la guerre. Malgré la forte hausse des prix de l'énergie liée à l'invasion russe en Ukraine, les ménages suisses sont moins touchés que ceux d'autres pays européens dans la mesure où l'énergie représente une part plus faible de leurs dépenses de consommation. Le gouvernement n'a pas encore annoncé de plan d'aide aux ménages ou aux entreprises pour faire face à la hausse des prix de l'énergie, mais a pris des mesures en vue de réduire la consommation de gaz naturel l'hiver prochain. En cas de pénuries, les entreprises équipées d'installations bicom bustibles pourraient se voir ordonner de renoncer à l'utilisation du gaz naturel au profit du fioul. La consommation de gaz destinée à différents usages serait limitée (la température intérieure des bâtiments pourrait, par exemple, être plafonnée) voire proscrite. En

cas de graves pénuries, tous les équipements installés chez des consommateurs qui ne relèvent pas de la catégorie des « consommateurs protégés » (ménages, services sociaux essentiels, services de chauffage urbain desservant les ménages) seraient soumis à des quotas de consommation. Des projets visant à réduire la consommation d'énergie en cas de pénuries sont également en cours d'élaboration.

Le resserrement de la politique monétaire est nécessaire pour faire baisser l'inflation

La Banque nationale suisse a relevé son taux directeur de 125 points de base au total depuis juin 2022, le portant à 0.5 % en septembre 2022, après sept ans de taux d'intérêt négatifs. Les autorités restent prêtes à intervenir sur le marché des changes pour garantir que la valeur du franc suisse est conforme à des conditions monétaires adéquates. Les tensions inflationnistes se renforçant et les taux d'intérêt mondiaux augmentant, il est présumé que le taux directeur passera à 2 % d'ici au deuxième trimestre de 2023, et restera à ce niveau durant toute la période considérée. Le gouvernement fédéral a continué de réduire les aides budgétaires liées à la pandémie de COVID-19 sur fond d'amélioration de la situation économique. Un excédent budgétaire est attendu en 2023, et de nouvelles mesures d'assainissement devraient être mises en œuvre en 2024.

La croissance restera faible et l'inflation refluera progressivement

La croissance du PIB réel devrait ralentir et revenir à 0.6 % en 2023, puis s'établir à 1.4 % en 2024. Cette décélération reflète principalement l'impact négatif, sur la croissance mondiale, de la guerre menée par la Russie en Ukraine, qui freine les exportations et ralentit la demande intérieure. Une baisse progressive du taux élevé d'épargne devrait soutenir la consommation privée au cours des deux prochaines années. En raison des tensions sur le marché du travail et des prix élevés de l'énergie, l'inflation globale se maintiendra au-dessus de la fourchette cible de la banque centrale en 2023, avant de retomber progressivement à 1.5 % en 2024. Le rationnement du gaz naturel en cas de graves difficultés d'approvisionnement pèserait cependant sur la production industrielle. De nouvelles perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales pourraient aussi affaiblir encore l'activité économique et accroître l'inflation. Il convient en outre de suivre de près les risques financiers liés au marché immobilier et à la hausse des taux d'intérêt.

Assurer une croissance inclusive et accélérer la transition écologique

La politique budgétaire devrait permettre de continuer à aider les quelque 68 000 réfugiés ukrainiens (0.8 % de la population) qui sont arrivés en Suisse depuis le début de la guerre. La mise en œuvre du plan d'assainissement budgétaire devrait se poursuivre. Une simplification et une accélération du processus de reconnaissance des qualifications étrangères, ainsi qu'une amélioration de l'accès aux programmes de formation, augmenteront le taux d'activité. Stimuler l'intégration de catégories sous-représentées sur le marché du travail et supprimer les obstacles à l'entrée contribueront à soutenir la reprise et à améliorer l'inclusivité. Des investissements supplémentaires dans les énergies renouvelables et les infrastructures dédiées aux véhicules électriques permettraient de réduire la dépendance à l'égard des marchés du gaz et du pétrole et de renforcer la sécurité énergétique.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Suisse », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/6697858d-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.